

# L'Humanité rouge



mercredi  
28 avril 1976

No 479

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

## GROMYKO DEHORS !

Gromyko, le ministre des Affaires étrangères de la superpuissance russe arrive donc ce mardi à Paris. Mais que vient-il faire en France, quelques mois seulement après le voyage plein de déboires qu'effectua en URSS Giscard d'Estaing ? L'affaire est simple : lorsque Giscard d'Estaing s'est rendu en URSS, les révisionnistes soviétiques l'ont accueilli avec une main de fer dans un gant de velours. Le gant de velours, c'est Gromyko. Après les affronts subis l'automne dernier par Giscard d'Estaing à Moscou, il vient, lui, Gromyko, relancer les deux grands «dadas» de Moscou, la «détente» et la «coopération économique». A cet égard il ne fait pas de doute que Gromyko va utiliser largement l'acte final honteux de la Conférence d'Helsinki signé par les gouvernements européens pour refiler sa camelote sur la «nouvelle ère de paix», au moment même où la clique sociale-impérialiste de Moscou concentre des forces jamais vues tout autour de l'Europe de l'Ouest. C'est que la propagande mensongère sur la «détente militaire» est une clé de l'offensive soviétique dans sa rivalité avec les impérialistes américains pour l'hégémonie mondiale. Il faut que les peuples et pays d'Europe tombent dans le panneau pour que l'opération expansionniste des émules d'Hitler réussisse.

Cette fameuse «détente» est la condition d'une avancée progressive des forces subversives pro-soviétiques en Europe de l'Ouest. C'est aussi la condition de la corruption économique des pays capitalistes d'Europe.

Autrement dit l'illusion de la «détente» c'est le facteur idéologique décisif pour que Moscou puisse saper et décomposer la base européenne des États-Unis à son profit de superpuissance en pleine expansion. Voilà pourquoi lorsque Gromyko parle de «détente militaire» nous disons «mensonge !».

Trois quarts du potentiel de guerre soviétique massés face à l'Europe de l'Ouest c'est ça la détente militaire ? La flotte de guerre russe dans la Méditerranée, l'Atlantique, la mer du Nord, dont l'URSS n'est pas rivale, c'est ça la détente militaire ?

(Suite page 2).

## Lorient : Nouvelle inculpation pour reconstitution du PCMLF

# A L'ACTION POUR LA LIBERATION DE ROMAIN LE GAL!

Tandis que Poniowski multipliait ces derniers jours des déclarations sur le prétendu respect des «libertés démocratiques» la répression tous azimuts se développait contre tous ceux qui osent dire non au chômage, à la misère, à une vie de chien, c'est-à-dire contre la majorité du peuple : un coup sur les paysans, un sur les ouvriers, un sur les étudiants, un sur les immigrés, (un même sur les parents d'élèves, et un sur les médecins) avec de tous côtés matraquages, tabassages, faux témoignages, inculpations en vertu de la loi anticasseurs, etc... Quel affolement dans le camp de la bourgeoisie devant la montée des luttes de masses ! Marcellin après 68 cherchait un chef d'orchestre clandestin à l'immense mouvement populaire : il trouva son bouc émissaire en ceux qu'il craignait le plus, les communistes restés fidèles aux principes de Marx, Engels, Lénine et Staline, les maoïstes comme il les appela.

L'affolement aidant, le gouvernement actuel semble s'engager sur la même voie. Il est vrai que sa police politique, les Renseignements généraux, doit lui faire des rapports inquiétants sur la présence et le rôle actif joué par les marxistes-léninistes dans le mouvement de masse en cours. Alors la peur, la grande peur de la fusion du mouvement des masses et d'une avant-garde révolutionnaire prolétarienne organisée, capable de les servir et de les diriger reprend les responsables politiques de la bourgeoisie.

Alors prenant un prétexte fallacieux, une opération est montée contre des militants marxistes-léninistes à Lorient. Avec un déploiement de forces démesuré des arrestations sont faites à l'heure du laitier. Puis c'est la recherche de «motifs» : quel-

ques papiers voilà tout le dossier que les prétendus garants des libertés démocratiques arrivent à constituer pour déferer deux, puis trois, puis quatre, puis cinq

militants devant la cour de sûreté de l'État, cette juridiction d'exception purement politique. Leur délit, monstrueux aux yeux de la bourgeoisie : ce serait la

RECONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE !

Mais les travailleurs lorientais ne s'y sont pas trompés, ils ont compris que ce n'était pas un parti seulement qui était visé à travers ces arrestations mais bien la classe ouvrière, les masses laborieuses en lutte. Des comités de soutien à Romain Le Gal, employé municipal toujours emprisonné et aux autres inculpés se sont créés, avec la participation de nombreux militants CFDT.

Aujourd'hui une campagne nationale contre la répression doit s'engager pour la libération de R. Le Gal, de Siméoni, de Tisseyre et des autres détenus politiques.

Que partout en France se créent de tels comités de soutien, que partout dans leurs syndicats, notamment la CFDT à laquelle appartient Le Gal, dans leurs entreprises, leurs quartiers, leurs établissements scolaires, les marxistes-léninistes soient à l'initiative ! D'ores et déjà une première journée nationale d'action est prévue pour le 8 mai.

Il faut faire libérer Romain Le Gal !

Il faut faire libérer Siméoni, Tisseyre et les autres détenus politiques.

Les inculpations contre les ouvriers, les paysans, les immigrés, les étudiants et les marxistes-léninistes doivent être levées !

(Voir article page 3).

## L'UNEF appelle à la reprise des cours!

A l'issue d'une semaine qui a vu le mouvement de lutte des étudiants s'étendre encore et s'approfondir pour imposer l'abrogation de la réforme Soisson. Alors que les lycéens et les élèves de CET sont entrés plus massivement que jamais, aux côtés des étudiants, dans le combat contre la réforme de l'enseignement bourgeois, pour l'abrogation de la réforme Haby. Au moment où la lutte se durcit et où, à la répression sauvage des flics qu'abat sur eux systématiquement la bourgeoisie, les étudiants, les lycéens et les collégiens répondent de plus en plus souvent par la violence de masse, tout en se donnant les moyens efficaces d'assurer leur autodéfense et de déjouer les provocations fascistes. Trois jours exactement après la puissante manifestation qui devait conduire de la Bastille à la place Denfert-Rochereau, à Paris, plus de 50 000 étudiants, lycéens et collégiens. A la veille enfin de la coordination nationale des étudiants en grève qui s'est réunie à Paris le 27 avril. Bref, alors qu'en dépit d'innombrables pièges qui lui sont tendus, le mouvement étudiant et lycéen est clairement à l'offensive, l'UNEF, elle, dirigée par le faux parti communiste de Georges Marchais s'appête à appeler à la reprise des cours !

Utilisant, au cours d'une conférence de presse qu'il tenait lundi matin, le fait que la bourgeoisie et son gouvernement recourent de plus en plus à la violence réactionnaire contre les étudiants et s'adonnent contre eux à un chantage ignoble à la validation des diplômes de fin d'année, René Maurice, président de l'UNEF révisionniste, déclarait : «il est nécessaire de poursuivre plus que jamais la lutte. Cependant les étudiants ne peuvent accepter que l'année universitaire soit sacrifiée et que les étudiants fassent cadeau au gouvernement de leurs diplômes».

Ainsi, alors qu'en l'état actuel de leur mobilisation et de leur détermination, le rapport de forces est favorable aux étudiants, ce que confirme d'ailleurs l'attitude de la bourgeoisie qui, à chaque manifestation, déploie des forces de police jamais vues depuis 1968 ; alors que les étudiants contraignent les capitalistes et leur gouvernement à une attitude défensive ; les dirigeants de l'UNEF, eux, cherchent à faire prendre le noir pour le blanc, et à faire croire à un recul du mouvement étudiant, qui aurait, selon eux, à préserver quelques «acquis» : des diplômes, une année universitaire...

(Suite page 3)

**SOUTENEZ R. LE GAL  
ECRIVEZ LUI**  
**R. Le Gal 655583 1er division  
Maison d'arrêt de Fresnes  
cellule 351b 1, Division Leclerc  
94261 Fresnes**

**PARIS,  
LE 1er MAI  
à 10 h 30  
De la Bastille  
à la Nation  
par la rue de la roquette  
et le boulevard Voltaire**

## GROMYKO DEHORS

Suite de la page une.

Et les violations régulières d'espace aérien destinées à tester et à espionner les capacités de défense des pays d'Europe de l'Ouest ?

Quant à la « lutte idéologique » (que les révisionnistes soviétiques se réservent le droit de mener), c'est l'autre volet de la détente militaire, c'est purement et simplement de la subversion consistant à financer, utiliser et manipuler certaines forces bourgeoises pour harceler les gouvernements capitalistes en place et travailler l'opinion publique dans un sens contraire aux intérêts de la révolution prolétarienne. Car vous pensez bien que ces gansters qui exercent une dictature féroce sur la classe ouvrière d'URSS, sur celle de la Pologne, de Tchécoslovaquie et des autres pays du Pacte de Varsovie, ne se soucient pas soudainement des intérêts des ouvriers français, belges, allemands, italiens ou espagnols : il suffit de voir comment ils gèrent leur entreprise d'horlogerie à Besançon ou encore comment ils ont fait briser par la CGT la grève des ouvriers de Triton, pour comprendre que leur « lutte idéologique » ça n'a rien à voir avec le soutien aux légitimes combats de classe anticapitalistes des ouvriers, des petits paysans et des étudiants révolutionnaires.

Mais la venue de Gromyko, ses entretiens avec les représentants du gouvernement capitaliste ne se place pas dans le seul cadre de la propagande, si importante fut-elle. On parlera aussi « coopération économique », c'est-à-dire « gros sous », un langage commun, quoi. L'équation est simple, l'URSS dont l'économie est entièrement soumise à la militarisation frénétique, puisque plus de 60 % de ses entreprises industrielles produisant à des fins militaires, (le reporter de l'Humanité blanche au 25e Congrès du PCUS ne le niait même pas), a de cruels besoins en biens d'équipements et de consommation. Les capitalistes des pays d'Europe de l'Ouest connaissent la plus grave crise de l'après-guerre et sont à la recherche du profit maximum. Alors c'est simple, Moscou fiat financer son effort de guerre par les occidentaux : l'URSS leur commande des usines clés en main, des constructions diverses, des prospections pétrolières, etc., mais la note ne sera payée que plus tard... peut-être. Aussi utilisant, tout comme Hitler le fit avec les États-Unis, l'appât du gain des capitalistes, la clique impérialiste russe cherche à entraîner les pays européens à travailler à la perte de leur indépendance nationale.

Voilà pourquoi nous clamons, nous, avec force aujourd'hui, Gromyko, le démarcheur du social-impérialisme russe, DEHORS ! Le peuple de France n'a rien à voir avec les geoliers des peuples d'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est, le peuple de France n'a rien à voir avec des expansionnistes qui préparent une guerre impérialiste avec les impérialistes américains.

## EGYPTE

HOMMAGE  
A L'AIDE CHINOISE

« L'entretien de notre armement ne nous pose plus aucun problème » a déclaré le vice-président égyptien à son retour de Chine. Se déclarant « extrêmement satisfait » de ses entretiens avec les dirigeants chinois, il a tenu à souligner que désormais « l'Égypte poursuit le renforcement de son potentiel militaire à l'abri de toute pénurie d'armement... La Chine a même proposé, sans aucun engagement de notre part, de nous fournir une assistance concernant de nombreux types d'armements essentiels pour l'armée égyptienne ».

## Grande Bretagne

## CLASSE CONTRE CLASSE

La livre britannique continue de baisser inexorablement, traduisant le désarroi du capitalisme anglais pour qui aucun espoir de « relance » n'est à l'ordre du jour.

Le nouveau premier ministre, James Callaghan a donc recours aux slogans les plus éculés pour tenter de faire payer la note aux travailleurs, déjà durement touchés par la crise. Il vient de lancer un appel pressant aux syndicats réformistes, les TUC, pour qu'ils fassent entièrement à la classe ouvrière le projet de « contrat social » proposé par le chancelier de l'échiquier, Denis Healey. Ce programme de dupes prévoit une hausse maximum

des salaires de 3 % en un an en échange d'une légère baisse des impôts directs.

Les travailleurs écossais ont déjà donné le ton en obligeant leurs syndicats à refuser ce carcan présenté comme « la meilleure manière de maintenir le niveau de vie de la population et de couper en deux le chômage et l'inflation ». A une large majorité ils ont rejeté cette proposition de collaboration de classe, en dépit des pressions exercées par le secrétaire gé-

néral du TUC pour faire entériner par la classe ouvrière le projet gouvernemental. « Il est dans l'intérêt du Mouvement syndical britannique », a osé déclarer froidement ce jaune, « de s'associer au gouvernement dans la lutte qu'il mène pour relancer l'économie du pays. » Mais l'exemple des travailleurs écossais a fait école et à leur tour les travailleurs gallois viennent d'adopter la même attitude résolue de lutte classe contre classe.



Manifestation de travailleurs britanniques contre le chômage.

## Italie

## UNE SEMAINE DECISIVE

L'arrivée du parti révisionniste italien dans l'anti-chambre du pouvoir politique continue de diviser profondément la bourgeoisie monopoliste italienne. Agnelli, PDG de Fiat et, jusqu'à la semaine dernière, président de la Confédération du patronat italien, semble se résigner d'assez bonne grâce à cette situation. S'il se déclare contre la participation du parti pro-soviétique au gouvernement, il affirme cependant : « Nous voudrions que le Parti communiste et les syndicats s'engagent à participer d'une façon ou d'une autre à un programme conjoint avec les partis conventionnels » ; tout en se déclarant assuré que l'OTAN pourrait un jour servir à « défendre les partis communistes occidentaux contre l'influence de Moscou ».

Une autre fraction des monopoles italiens ne partage pas cette analyse, s'oppose farouchement à ses conclusions et cherche vainement une autre issue à la crise.

C'est ce qui explique que,

plutôt que de trouver un arrangement amiable avec le PCI, comme le préconisent les partis socialiste et républicain, la démocratie chrétienne, cramponnée à un pouvoir qui lui échappe désormais totalement, ait pris le risque d'un débat de confiance devant le Parlement cette semaine.

De son côté le PCI lui pose un véritable ultimatum sans vouloir pour autant accepter de porter le chapeau du renversement du gouvernement dans le contexte de chaos politique et économique actuel.

« Les propositions démocrates-chrétiennes ne sont pas suffisantes. Nous avons demandé un accord politique global et nous attendons la réponse » déclarait durant le week-end un dirigeant révisionniste.

Mais dans le même temps le PCI se fait rassurant à l'égard du patronat. A propos du « scandale Loockheed » qui éclabousse le président Leone, soupçonné d'avoir touché de substantiels pots de vins, il fulmine contre « les tentatives

des ennemis de la démocratie de jeter le trouble, visant même les bases des institutions républicaines ». L'un de ses porte-parole rappelle en même temps que le PCI « n'est pas opposé au maintien de l'entreprise privée et à la présence de firmes multinationales en Italie » et conclut tout naturellement : « Si nous voulons des entreprises privées, nous devons accepter l'idée de profit ».

La classe ouvrière en lutte appréciera de tels propos à leur juste prix, de même que les comportements qui en découlent. Alors que la Fédération unique des travailleurs de la métallurgie, au sein de laquelle militent les directions syndicales révisionnistes, vient de s'engager à collaborer avec le patronat pour « combattre l'absentéisme dans les entreprises italiennes », de récentes statistiques apprenaient que les heures de grève ont augmenté de 40 % en Italie depuis un an. Juste réponse à l'appel lancé par « l'Unità », organe du PCI, pour la « rénovation de l'Italie... capitaliste ! »

nouvelles  
du monde

## IRLANDE

IMPORTANTE  
MANIFESTATION  
DE L'IRA PROVISOIRE  
A DUBLIN

Environ 10 000 sympathisants de l'IRA provisoire, bravant une interdiction gouvernementale, ont défilé dimanche après-midi dans les rues de Dublin pour célébrer le 60e anniversaire de l'insurrection irlandaise. Cette manifestation a été l'une des plus importantes jamais organisée par le mouvement républicain.

De nombreux manifestants avaient traversé la frontière venant d'Ulster pour participer au défilé. Celui-ci avait été déclaré « illégal » par les autorités qui n'avaient aucun moyen légal « d'interdire » au sens propre du mot la marche de l'IRA.

Tous les leaders de l'IRA provisoire étaient présents. Ils sont passibles de poursuites et éventuellement d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois mois de détention pour avoir participé à la manifestation. Le gouvernement avait d'autre part menacé tous les fonctionnaires de les priver de leur emploi s'ils prenaient part à la marche.

Devant la poste de Dublin, haut lieu de l'insurrection de 1916, les orateurs ont dénoncé l'impérialisme britannique et réaffirmé leur volonté de réunifier l'Irlande « avec ou sans le concours du gouvernement de Dublin ».

\*\*\*\*\*

YUGOSLAVIE  
EXERCICES MILITAIRES  
A ZAGREB

600 000 Croates ont participé samedi et dimanche à Zagreb et sur l'ensemble du territoire croate, à un grand exercice para-militaire organisé sur le thème « Rien ne doit nous surprendre », annonce la presse yougoslave.

La capitale de la Croatie a présenté pendant ces deux jours l'aspect d'une ville « en semi-guerre », où retentissaient des explosions et où s'élevaient des colonnes de fumée, ajoutent les journaux.

L'exercice a permis de faire face à la situation qui prévaudrait en cas d'attaques ennemies, d'infiltrations de groupes subversifs, d'attaques aériennes, incendies, contamination des puits et tremblements de terre.

Il se situe dans le cadre de l'entraînement et de la mobilisation de tout le peuple à la tâche de défense nationale.

\*\*\*\*\*

SAHARA OCCIDENTAL :  
LE POLISARIO ANNONCE  
DE NOUVEAUX COMBATS

Les combattants du Front POLISARIO ont capturé neuf soldats mauritaniens et pris six véhicules et cinquante armes, le 19 avril à Midjak lors d'un accrochage qui a duré 4 heures, indique à Alger un communiqué militaire du Front POLISARIO.

Selon le communiqué, les combattants sahraouis ont également tenu le 19 avril une embuscade aux forces marocaines, tuant 25 soldats et faisant 15 blessés parmi les forces ennemies. Un caporal-chef marocain a été fait prisonnier et huit camions ont été détruits lors de cette embuscade.

Enfin, ajoute le communiqué, les combats se sont poursuivis le 19 avril à Guelta Zemmour où les Marocains ont perdu 35 hommes et ont eu une cinquantaine de blessés.

## POUR LA LIBERATION DE ROMAIN LE GAL

### Meeting de masse à Lorient

Les syndicats et les partis de «gauche» appelaient, mercredi dernier, à un meeting contre la répression devant la sous-préfecture de Lorient. Plus de 500 personnes répondaient à cet appel, et, en dehors de la poignée de permanents et «personnalités» de service, l'immense majorité s'était déplacée pour libérer Romain Le Gal.

Les marxistes-léninistes étaient présents également et avaient déployé 2 grandes banderoles : «Libérez Romain Le Gal. Pas une seule inculpation. Humanité rouge» — et «Halte à la fascisation. Humanité rouge». De nombreux camarades et amis étaient venus d'autres villes du département et de Bretagne pour manifester leur solidarité active contre la répression.

Gérard Le Nevanen, permanent de l'UL-CFDT, prenait la parole pour les syndicats. Son intervention très applaudie était largement reprise dans la presse locale le lendemain :

«Aujourd'hui, pour être inculpé par le procureur général de la cour de sûreté de l'Etat, il suffit que des inscriptions à la peinture aient été faites sur des murs de la ville. On ne sait ni quand, ni par qui — et que la police ait vu votre voiture dans les environs. Alors, à la première occasion, un soir, contrôle d'identité par des policiers en civil qui fouillent votre voiture. Ils ne trou-

vent rien ! Peu importe. C'est ce qu'ils appellent un "flagrant délit".

»36 heures après, une vingtaine de policiers vous réveillent à 6 heures du matin, ameutent le quartier et perquisitionnent en force votre appartement, sans mandat bien sûr.

»Qu'ils y trouvent certains journaux, qu'on peut d'ailleurs acheter au kiosque du coin, ou un tract qu'un jour on aura glissé dans votre boîte aux lettres ou sous votre porte et votre compte est bon.

»Et gare à ceux qui figurent sur votre carnet d'adresses ! Car, le vendredi 9 avril 1976, une dizaine de jeunes gens sur toute la Bretagne ont été eux aussi arrêtés et perquisitionnés parce qu'ils étaient en relation amicale avec l'un des jeunes lorientais...»

Gérard Le Nevanen poursuivait en dénonçant toutes les mesures de répression que prend la bourgeoisie, en particulier celle qui s'abat sur les militants ouvriers dans les entreprises, et sur les travailleurs immigrés.

Le conseiller municipal révisionniste Guillemat prenait la parole alors pour les partis de «gauche». Son intervention, foncièrement légaliste, ne témoignait que du souci des dirigeants du PCF de tenter de récupérer la direction du mouvement de masses contre la répression. Pendant qu'il parlait, les communistes marxistes-léninistes distribuaient un tract révélateur, dénonçant la fascisation de l'Etat bourgeois, et l'autre danger, social-fasciste, que représente le parti révisionniste de Marchais :

«La police a prétendu trouver chez l'un des militants arrêtés "une liste de dépôt d'armes" et les noms de "chefs de détachements militaires". C'est une véritable provocation !... Mais savez-vous qui en fut le premier informé ? C'est la CGT.

Et ses responsables, délégués au Collectif des partis de gauche et organisations de masse qui appellent au meeting d'aujourd'hui, n'ont pas caché qu'ils tenaient ce "tuyau" des renseignements généraux ! A la direction de la CGT, on semble trouver tout à fait normales ces relations particulières avec les forces de répression de l'Etat capitaliste».

Ce tract, très bien accueilli par de nombreux travailleurs, suscita l'inquiétude et la colère des révisionnistes et d'autres opportunistes présents. Après l'ordre de dispersion, la grande majorité des travailleurs resta encore longtemps sur place, montrant quelle était l'ampleur de la mobilisation qui avait poussé les partis de «gauche» à prendre position pour ne pas se déconsidérer trop ouvertement.

### Une lettre de responsables CFDT à Romain Le Gal

Mon cher Romain,  
Tu trouveras joint à ce courrier 18 photocopies et 3 tracts sur l'affaire des arrestations de Lorient.

A travers vos arrestations, les travailleurs et la population lorientaise ont pris brusquement conscience de l'intensification de la répression policière en France.

Cette affaire a également mis en relief le rôle joué par la cour de sûreté de l'Etat. La prise de conscience sur ce point est également importante. Elle fait ici l'unanimité contre elle.

La justice et la police ont fait une erreur monumentale en vous attaquant.

Des comités de soutien se créent partout.

9 organisations ont pris position sur la défense des libertés et la suppression de la cour de sûreté de l'Etat. Le mouvement va en se développant.

Romain, tu n'es pas seul ! Il y a aujourd'hui à Lorient des milliers de travailleurs qui s'appellent Romain Le Gal.

Sincères amitiés.

G. Le Nevanen - D. Martin  
(permanents CFDT pour l'UL de Lorient, et l'UL du Morbihan).

### Lorient

## Initiatives pour la libération de Romain Le Gal

Une deuxième réunion du comité de soutien à Romain Le Gal s'est tenue dernièrement à Lorient regroupant de nombreuses personnes de tous âges et d'horizons différents.

Une information a été faite sur une nouvelle inculpation, la 4e, celle d'Hervé Jégouzo, qui lui a été notifiée le jeudi 22 par le juge d'instruction de Lorient sur décision de Gallat, juge d'instruction de la cour de sûreté de l'Etat. Une trentaine de personnes l'avaient accompagné devant le juge.

Hervé Jégouzo fait partie des 6 militants marxistes-léninistes qui avaient été arrêtés le jeudi 8 avril. Il avait été relâché le lendemain, rien ne pouvant être retenu contre lui.

Une cinquième inculpation aurait été également décidée contre Geneviève David, actuellement à l'hôpital car elle a accouché au début de la semaine dernière.

Ensuite, communication a été faite des désirs de Romain Le Gal aux comités de soutien. Il demande à tous

de lui écrire, de développer le mouvement de soutien par des actions de masse offensives, de pousser les syndicats et organisations politiques à prendre position ; il demande également de le soutenir dans sa revendication du statut de prisonnier politique et d'être transféré de Fresnes à la Santé. Il invite enfin les comités de soutien à coordonner leur action et à établir leur relation avec lui.

Le comité de soutien a ensuite décidé plusieurs initiatives.

Une campagne d'affiches ; l'édition d'un fascicule sur les événements de Lorient ; une coordination des comités de soutien qui se sont multipliés en Bretagne a été également décidée.

Une grande réunion publique se tiendra prochainement sur le thème de la répression et de la cour de sûreté de l'Etat.

Une conférence de presse doit également avoir lieu.

Enfin, le comité de soutien de Lorient informera les syndicats et organisations politiques de son acti-

tivité lors d'une réunion le vendredi 30.

**APPEL AUX COMITES DE SOUTIEN A ROMAIN LE GAL**  
Les comités de soutien à Romain Le Gal et aux inculpés de la région lorientaise invitent tous les comités de soutien qui se sont créés en Bretagne (Morlaix, St-Brieuc, Lannion, Rennes, Quimper, Vannes, liste non close...) à une réunion de coordination

**JEUDI 29 AVRIL à 20 h 30 CITE ALLENDE LORIENT**

Plate-forme proposée :  
— libération immédiate de Romain Le Gal ;  
— levée de toutes les inculpations ;  
— suppression de la cour de sûreté de l'Etat.

Ordre du jour : prévoir une grande réunion publique à Lorient, pour protester contre la répression et exiger la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat.

## L'UNEF APPELLE A LA REPRISE DES COURS !

(Suite de la page 1)

Mais cela n'est encore rien. René Maurice devait en effet poursuivre en donnant trois objectifs au mouvement : «abrogation de la réforme, satisfaction de nos revendications les plus urgentes, validation de nos examens et diplômes». Il s'agit en d'autres termes pour l'UNEF révisionniste de brader le mouvement, ainsi que l'indique sans ambiguïté l'expression «revendications les plus urgentes». Ce que veulent les faux communistes qui dirigent cette UNEF groupusculaire c'est que les étudiants rentrent sagement dans leurs amphithéâtres, que la réforme de l'enseignement puisse être appliquée, et qu'il ne reste du puissant mouvement de lutte en cours que le souvenir amer d'un printemps un peu trop orageux. Les perspectives d'inaction qu'ils offrent sont sans équivoque à cet égard : il s'agit d'organiser pour le mouvement étudiant et lycéen... un enterrement de première classe.



Écoutons plutôt le sinistre Maurice déverser le reste de son venin : l'UNEF appelle donc les étudiants à «resserrer leurs rangs, donner un second souffle au mouvement, revenir en masse dans les universités non pour capituler, au contraire, mais pour se mobiliser encore mieux, continuer la lutte sous toutes ses formes, grève là où c'est possible ou selon d'autres modalités». «Grève là où c'est possible», alors que partout le mouvement gréviste s'élargit, et qu'avec l'appui de leurs camarades des autres facultés, les étudiants en médecine eux-mêmes s'engagent dans cette voie, la seule qui soit juste ! Si ce n'était la crainte de se faire bombarder par la masse des étudiants à coups de tomates et d'œufs pourris, comme il le mérite, René Maurice aurait appelé à la reprise immédiate des cours !

Il faut savoir terminer une grève, n'est-ce pas ? C'est le sempiternel refrain que ressortent les révisionnistes aux travailleurs lorsqu'ils estiment — et cela n'est jamais — qu'une grève a trop duré. Demandez, camarades étudiants, aux ouvriers avec qui vous êtes entrés en contact au cours de la grève comment s'y prennent les révisionnistes pour saborder les luttes ouvrières. Ils vous diront que l'une de leurs tactiques c'est justement de s'opposer de front dans les actes aux masses qui se battent, tout en les abreuvant de paroles «combatives». Ils vous diront aussi comment chez les cheminots, chez les postiers en 1974, et dans bien d'autres endroits, les révisionnistes ont réussi à faire reprendre le travail en annonçant aux ouvriers que dans tel autre dépôt ou tel autre centre de tri, la reprise avait été votée, et que s'ils continuaient ils allaient être les seuls, ce qui était complètement faux.

Camarades étudiants, on essaie de vous planter un poignard dans le dos ! Pour mettre en échec l'entreprise de sabotage des révisionnistes, il importe de scander plus fort encore les mots d'ordre que vous reprenez par dizaines et dizaines de milliers : «Ni chômeurs, ni cadres au service du capital», «Ouvriers, paysans, étudiants, lycéens tous unis à la base et dans l'action». Il n'y a pas d'année universitaire ou de diplômes à perdre, vous le savez mieux que nous, ce que la bourgeoisie réserve à la plupart d'entre vous à la sortie du lycée ou de la faculté, c'est le chômage ; le petit nombre de ceux qui trouvent du travail se voyant contraints de jouer le rôle de cadres répressifs sur les travailleurs. Il n'y a pas non plus de revendications plus ou moins urgentes, il n'y a qu'une seule exigence qu'il faut imposer par la lutte, comme l'ont rappelé récemment dans une déclaration les étudiants en grève de Clignancourt, Jussieu, Charles V, Vincennes, Arts et Métiers et Nanterre, c'est : «Abrogation immédiate de la réforme sans compromis ni négociations !». Camarades, pour vaincre, plus que jamais l'interdiction de séjour de l'UNEF révisionniste dans les coordinations nationales comme dans toutes les instances du mouvement est une mesure qui s'impose !

### Pour exiger la libération d'Albert Tisseyre

## 415 maires de l'Aude démissionnent

415 maires de l'Aude, réunis à Carcassonne, ont annoncé leur intention de démissionner si le gouvernement refuse la mise en liberté d'Albert Tisseyre, le viticulteur incarcéré à la prison des Baumettes de Marseille après la fusillade de Montredon. Une délégation se rendra mercredi à la préfecture de Carcassonne pour demander l'enregistrement de cette démission collective par le préfet de l'Aude. S'il refuse, les 415 maires présenteront leur démission à titre individuel et feront démissionner les conseils municipaux.



## Les dirigeants CGT veulent diviser pour régner

Les 9 et 10 avril, s'est tenu à Vénissieux le 13e Congrès du syndicat CGT «ouvriers» Berliet. Il regroupait 105 «délégués» de l'ensemble des ateliers de la boîte.

Le rapport d'ouverture suivait à fond la ligne du parti révisionniste :

- nationalisation du groupe Saviem-Berliet (filiales de la régie Renault qui est nationalisée) ;

- statut unique du groupe ;

- convention collective nationale ;

- comité central d'entreprise au niveau du groupe.

On peut citer quelques phrases caractéristiques de l'orientation révisionniste de ce rapport :

« Nous laissons trop souvent la démocratie ouvrière prendre le pas sur la démocratie syndicale, ce qui nous oblige à remonter le courant pour que les ouvriers ne se laissent pas entraîner sur une voie aventuriste ».

Un aveu de taille qui montre bien que ce qu'ils craignent c'est un large mouvement de masse sur de justes positions de classe.

« Si une action se développe sur des revendications particulières sans tenir compte des revendications générales définies par la CGT, les travailleurs en lutte ne seront pas soutenus par les autres travailleurs » (Ceci expliqué par exemple pour quoi la CGT s'efforce tout le temps de saboter les luttes qui posent comme principale revendication l'augmentation uniforme : à Paris-Rhône, à la SNAV...)

Ainsi à la SNAV (filiale de Renault également) comme à Paris-Rhône, le patron n'a pas été le seul à s'opposer à la lutte des travailleurs : il y a eu la direction de la CGT qui n'a pas hésité à se prononcer contre la grève dès le premier jour. De plus :

La CGT a refusé de mobiliser le reste de l'usine avec les ouvriers de l'atelier en grève et elle a refusé de

participer à l'occupation.

— Elle a fait courir des insultes sur les délégués CFDT.

— Un de ses tracts a même servi à la direction lors du procès en référé, car l'avocat du patron a parlé de ce tract en disant au juge : « Vous voyez bien que ce n'est pas une grève normale, la CGT est contre cette grève. »

— Elle a posé comme condition à la mobilisation de l'ensemble de la boîte que les grévistes libèrent les stocks et que les militants révolutionnaires soient exclus de la CFDT et mis à la porte de l'usine.

A la SNAV, à Paris-Rhône, partout en France, les ouvriers ont deux ennemis : les patrons et les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT.

A la SNAV, la trahison de la lutte par les révisionnistes qui dirigent la CGT, le fait que la CFDT n'a pas su dévoiler correctement cette trahison, l'insuffisance du travail antirévionniste avant la lutte, tout cela a fait que la lutte n'a pas pu s'étendre à toute l'usine.

En effet, il est très difficile, mais aussi très démoralisant et démobilisateur de se battre isolément dans un seul atelier, surtout quand on est attaqué en même temps par la direction et par un syndicat qui se dit de classe, mais qui fait tout pour diviser la classe ouvrière quand elle lutte sur des positions justes.

Les révisionnistes veulent la division de la classe ouvrière pour mieux l'encadrer et lui faire accepter sa politique réactionnaire. C'est bien la même idéologie que la bourgeoisie au pouvoir : diviser pour régner. Ils veulent imposer leur hégémonie :

« La CGT doit occuper le terrain pour ne pas laisser parler les autres à sa place. Pour les ETDA, mieux vaut une pétition à 80 % qu'une

grève qui serait moins suivie. » Voilà ce que racontait le rapport d'ouverture au Congrès Berliet.

Sans oublier bien entendu les nombreuses références au défunt programme « commun » qui serait le remède miracle pour l'économie — capitaliste, bien entendu —.

De plus, dans le rapport d'ouverture, et dans de nombreuses interventions des « délégués », la CFDT a été violemment attaquée. D'après le rapport, la tendance gauchiste est en train de prendre la tête à la veille de son congrès. Un « délégué » a déclaré : « La grève illimitée, comme disent les gauchistes de la CFDT, faut faire attention », s'attaquant ainsi à la fois à la CFDT et à la lutte classe contre classe.

Le « Tous ensemble et en même temps » défendu par la CFDT et soi-disant par FO, était — d'après la CGT — souhaité par la direction ! Alors que eux et le patronat cherchent à tout prix à maintenir les mouvements isolés les uns des autres.

Cet amalgame avec FO leur sert de prétexte pour insulter basement les militants de la CFDT sur la boîte : « Ce sont des cons, des abrutis, des opportunistes, des fantoches », et j'en passe.

Les seuls militants CFDT qui « ne posent pas de problèmes » à la CGT, ce sont ceux qui sont seuls dans un atelier et qui « suivent en tout » la CGT. Drôle de conception de l'unité.

## Les flics interviennent dans un foyer d'immigrés de Nanterre

Depuis trois mois, les trois cents locataires arabes et portugais d'un foyer ADEF de Nanterre font la grève des loyers comme leurs camarades des foyers Sonacotra. Le foyer ADEF de la rue Rouget-de-l'Is-

## Suspension du licenciement d'Henri Mandrile

# LA LUTTE POUR SON APPLICATION EST DECISIVE

Après la décision du tribunal administratif de Marseille (lire en audience publique le 15 avril) de suspendre le licenciement de Henri Mandrile (délégué syndical CFDT à l'école d'éducateurs de Marseille), la section CFDT nous a envoyé l'article suivant :

Dans le long conflit du droit du travail qui oppose une organisation syndicale CFDT et le Centre régional de l'enfance et de l'adolescence inadaptée (CREAI) de Marseille, une décision favorable à la CFDT et aux travailleurs vient d'être prise par le tribunal administratif de Marseille (le 15 avril 1976).

Rappelons brièvement les principales étapes de ce conflit :

24 juillet 1975 : le CREAI demande à l'inspection du travail l'autorisation de licencier le délégué syndical CFDT de l'école d'éducateurs de Marseille (IFES), H. Mandrile, en invoquant la raison économique.

Le 9 septembre 1975 : l'inspecteur refuse ce licenciement en faisant valoir que « la demande de licenciement n'était pas sans rapport avec l'activité syndicale de l'intéressé ».

En septembre 1975 : l'employeur fait appel de la décision de l'inspecteur auprès du ministre du Travail.

Le 29 décembre 1975 : Durafour casse la décision de l'inspecteur et autorise le licenciement.

Le 30 décembre : le licenciement est prononcé par l'employeur qui dispense H. Mandrile de travailler durant son préavis.

Le 15 avril 1976 : sur requête de la CFDT le tribunal administratif de Marseille ordonne le sursis à exécution de la décision du ministre jusqu'à ce que le tribunal se prononce au fond sur son annulation demandée par la CFDT.

Ce jugement, prononcé durant la période de préavis du délégué syndical, oblige l'employeur à réaffecter sur son poste de travail H. Mandrile, jusqu'à la décision finale du tribunal (d'ordinaire, ce délai est d'environ deux ans).

C'est la première fois qu'une telle procédure est utilisée dans un conflit du travail. Le jugement étant favorable à l'organisation syndicale, cette jurisprudence augmentera les possibilités de protection légale des délégués. En effet, dans la procédure utilisée jusqu'à présent, l'annulation d'une décision du ministre, par un tribunal administratif, n'était prononcée que plusieurs années après le licenciement,

et il n'était fait aucune obligation légale à l'employeur de réintégrer le salarié dans son poste de travail. L'ordonnance de sursis à exécution qui suspend le licenciement permet à l'intéressé de garder son emploi jusqu'à ce que le tribunal se prononce sur le fond.

Pour le syndicat CFDT, ce premier jugement est un succès partiel qui n'aura de valeur réelle que si son application est gagnée. Jusqu'à ce jour, le CREAI a refusé d'appliquer ce jugement et H. Mandrile s'est vu refuser son travail, alors qu'il s'y est présenté dès notification du jugement. Notons que ce n'est pas la première fois que le CREAI enfonce la légalité : des actions, soutenues par les salariés du secteur, ont été entreprises pour s'y opposer, notamment une grève de 7 semaines.

Devant l'importance de ce jugement, l'ensemble de l'organisation syndicale CFDT mettra en œuvre tous les moyens qu'elle possède pour gagner son application et attend avec intérêt de voir quelle sera l'attitude du patronat et du gouvernement face à l'application d'une décision de justice qui se trouve être favorable aux travailleurs.

Par ailleurs nous soutenons et appelons à populariser très largement l'appel lancé par la section CFDT dans un tract diffusé sur le plan national :

**« La LUTTE POUR SON APPLICATION est donc décisive pour l'ensemble des travailleurs et de leur organisation syndicale. Pour que cet acquis ne reste pas formel, IL FAUT ENGAGNER L'APPLICATION ! »**

« Il importe de populariser immédiatement et partout cette victoire pour que les travailleurs : comprennent l'importance de l'enjeu ; se mobilisent ; obligent l'employeur et le ministère à appliquer ce jugement.

« Nous demandons à tous les travailleurs de se tenir prêts à répondre à tout appel pour cette application, qui doit devenir un réel acquis pour les luttes des travailleurs.

« Pour prendre contact : Section syndicale CFDT — Ecole d'éducateurs — 18, rue Sainte — 13001 Marseille ».

## Fougères

# Unité des travailleurs en lutte

Deux manifestations importantes ont eu lieu ces derniers jours, qui montrent comment se réalise l'unité des travailleurs en lutte.

Au cours de leur tour de France les ouvrières de CIP (Confection industrielle du Pas-de-Calais) étaient venues à Fougères expliquer leur lutte en décembre dernier. Des travailleurs de l'usine Réhault à leur tour sont allés à la CIP il y a quelques jours.

Ils y ont popularisé leur lutte, pris contact également avec les travailleurs de Désombre (occupée depuis le

2 octobre) et ensemble ont mené des actions :

- manifestation devant l'Agence nationale de l'emploi et la chambre patronale ;

- conférence de presse commune.

Les travailleurs du Nord-Pas-de-Calais ont proposé de venir à Fougères aux environs du 13 mai afin d'organiser un rassemblement des travailleurs en lutte.

Fougères-le Nord-Pas-de-Calais, ce n'est pas la porte à côté mais dans la lutte les travailleurs réalisent leur unité de classe.

« Réo, la CIP, Désombre, même combat ! »

Jeudi une forte délégation des travailleurs de chez Réhault (3 cars) est allée apporter son soutien aux travailleurs de la SICNNA (St-Malo) qui occupent depuis 11 mois le thonier « Magellan » dernier bateau sorti avant le dépôt de bilan ; tous ensemble ils ont manifesté dans les rues de St-Malo au chant de l'Internationale.

Les travailleurs de chez Réhault ont participé à l'occupation du Magellan, et versé aux travailleurs en lutte une collecte de 500 F. De leur côté les travailleurs de la SICNNA ont annoncé leur participation au 1er mai à

le, réservé aux ouvriers du bâtiment, était ouvert depuis peu de temps.

La semaine dernière, en assemblée générale, les locataires avaient décidé à 80 % de poursuivre la grève contrairement à

ce que leur demandaient leurs délégués.

Dimanche, 150 personnes avaient participé à un méchoui pour soutenir les grévistes de la Sonacotra. Sous prétexte que cela faisait trop de bruit, la police avait fait une descente pour repérer des participants. Lundi matin, une voiture banalisée de policiers en civil stationnait devant le foyer. Et vers 17 heures, 2 cars de flics la rélayaient. Aussitôt, les voisins prévenaient l'Union locale CFDT. Et c'est bientôt une douzaine de personnes qui venaient discuter avec les locataires immigrés du foyer. Vers 18 h 30, à la demande du gérant, les flics intervenaient. Ils procédaient rapidement à une douzaine d'arrestations dont celles de deux immigrés, les personnes qui essayaient de s'enfuir étant vivement rattrapées dans les jardins voisins.

Faisant suite aux ratonnades des CRS et gardes mobiles lors de la dispersion de la manifestation du 24, cette nouvelle intervention des flics prouve la peur qu'a la bourgeoisie devant l'unité grandissante des travailleurs français et immigrés.

Fougères.

Les travailleurs de chez Réhault ont également pris contact avec Vitré, le centre hospitalier de Rennes, etc.

L'unité avec les étudiants se poursuit ; ainsi mardi prochain des chômeurs et des travailleurs de chez Réhault, Morel et Maunoir participeront à un forum organisé par les étudiants en grève de Rennes.

A Fougères la popularisation se poursuit, et tous participent à la préparation d'un 1er mai de lutte.

Correspondant HR après discussion avec la commission extérieure Réhault.



## la France des luttes

Nantes

## Des chômeurs au collège

Des élèves du CET des Bourdonnières dans la banlieue de Nantes avaient demandé à des militants du collectif chômeurs CFDT et du comité chômeurs CGT de venir parler du chômage qui les attend à la sortie du CET.

Le proviseur avait interdit aux chômeurs de tenir la réunion dans le lycée : les lycéens, passant outre, ont invité les chômeurs à s'installer avec eux dans la salle polyvalente. Les menaces du

proviseur furent vaines et il s'enfuit devant la détermination des élèves. La réunion se tint sans autres difficultés.

Après un exposé sur le chômage, son rôle, son évolution, son importance, etc., les chômeurs ont répondu aux questions des collégiens. Sur proposition d'un lycéen, les participants se sont répartis en groupes permettant une plus large expression des élèves sur différents thèmes : le chômage et les

jeunes, le chômage et les femmes, le chômage et l'interim.

Le proviseur, qui se prétend libéral, affirmait avoir laissé se tenir dans le lycée de telles réunions, lorsque les demandes en étaient faites dans les formes ; ce qui n'avait pas été le cas (c'est une erreur des chômeurs). Il se retranchait derrière ses responsabilités pour justifier son refus, mais en réalité il voulait contrôler ce qui se passe dans le lycée et y entraver toute propagande anticapitaliste, jouant ainsi son rôle répressif. Les filles ont essayé de faire venir légalement une représentante du planning familial, en vain : l'administration a bloqué sa venue.

Pour s'opposer aux tentatives de répression, les collégiens vont essayer d'écrire ce que leur ont apporté ces informations sur le chômage. Quant aux chômeurs, conscients du succès de cette réunion, ils ont décidé de recommencer si possible dans d'autres écoles et dans les formes, mais sans attendre longtemps une réponse positive ou négative.

Un membre du collectif chômeurs CFDT

## Le SGEN-CFDT appelle à la poursuite de la grève générale des universités

Le Syndicat général de l'Education nationale, SGEN-CFDT, a annoncé lundi qu'il appelle toutes ses sections de l'enseignement supérieur à reconduire pour une semaine la grève générale des universités.

Le SGEN-CFDT s'est ainsi conformé à la décision prise majoritairement par 155 des 200 enseignants universitaires réunis dimanche à Amiens. Le SGEN-CFDT a par ailleurs annoncé qu'au cours de la semaine vont se tenir dans les universités des réunions entre étudiants et professeurs syndiqués au SGEN

pour discuter de problèmes attendants au contrôle des connaissances. Nous rappelons à cette occasion ce que déclaraient récemment des étudiants en grève de Clignancourt, Jussieu, Charles-V, Vincennes, Arts et Métiers et Nanterre : « Faire des examens, par exemple, une arme du mouvement, et non plus un obstacle, ça veut dire bien sûr imposer le passage collectif des UV, mais aussi dénoncer très précisément avec les profs en grève le contenu et les modalités de la sélection, ce qu'elle signifie socialement et ce à quoi elle nous prépare. »

PAYSANS  
EN LUTTE

Cognac

## Les combines du gros négoce

En Charente, la situation est devenue intenable pour les petits viticulteurs condamnés à stocker leur dernière récolte alors qu'ils n'ont même pas encore vendu 4 hectolitres d'alcool pur sur les 11 récoltés en moyenne à l'hectare. Mais pourquoi en est-on arrivé là ?

Comme nous allons le voir, cette crise a été montée de toute pièce par le gros négoce du Cognac qui spéculé sur le revenu des travailleurs de la vigne.

Jusqu'en 1970 cela allait bien : les ventes augmentaient de 8 % par an en moyenne, tant et si bien que la surface du vignoble est passée de 40 000 hectares dans les années 50 à près de 80 000 hectares en 1970. A cette époque sous l'action du gros négoce international qui jouait à la hausse, les ventes ont connu un emballement extraordinaire : 17 % d'augmentation en 1972, 23 % en 1973. Cette situation aurait pu sembler troublante aux responsables professionnels, mais il n'en a rien été. Une discussion était en cours sur le chiffre à prévoir pour augmenter les plantations ; le taux de 6 % ayant été refusé par le négoce, celui-ci imposait finalement le taux de 17 %, ce qui devait conduire à planter plus de 27 000 hectares de 1970 à 1973.

Comme par ailleurs les rendements augmentaient (sur 6 ans on a connu 3 récoltes records à plus de 10 hl d'alcool pur à l'hectare) ce qui devait arriver est arrivé : à partir de 1973 les ventes à l'étranger ont cessé presque totalement pendant 6 mois, mais il a fallu plus d'un an pour que les viticulteurs « livreurs de vins », surtout implantés dans les régions périphériques, soient touchés.

Les manœuvres du négoce ne sont pas nouvelles dans le Cognac, il faut savoir que les achats sont monopolisés par 5 grandes firmes (Hennessy, Courvoisier, Martell, Bisquit et Rémy Martin) qui détiennent 80 % du marché. Déjà en 1970 une divergence d'intérêt entre les firmes, qui cherchaient à augmenter le volume de leurs ventes, et Rémy Martin qui visait davantage la qualité, avait amené à la création des syndicats de crus de Petite et de Grande Champagne.

A l'heure actuelle, malgré la reprise des ventes, il faudra au moins 10 ans pour éponger les stocks en excédent. Mais qui en supporte les frais ? Le négoce évidemment s'en lave les mains, il est bien trop content de faire pression sur les prix... Pour l'instant son effort de stockage s'est limité à financer une société d'intervention, la SOFIDEC, dont le capital est détenu à plus de 50 % par un pool bancaire.

A l'heure actuelle alors que leurs coûts de production peuvent être estimés à 6 hl d'alcool pur à l'hectare, les viticulteurs n'ont vendu au maximum que 4 hl et ils viennent d'être avertis qu'en 1976 vraisemblablement on ne pourrait leur acheter que 5,5 hl au maximum. Devant cette situation les petits viticulteurs ne resteront pas longtemps les bras croisés ! Car ils ne peuvent pas faire les frais de la « politique de qualité » que les gros voudraient imposer.

Gonesse (Val d'Oise)

## A NOUVEAU LA REPRESSION CONTRE LES LYCEENS

Le lycée de Gonesse, Val-d'Oise, qui était fermé depuis le 13 avril dernier, a réouvert ses portes lundi matin 26 avril. Dix élèves cependant s'en sont vus interdire l'entrée.

Ces dix élèves ont en effet été exclus pour huit jours, à dater de lundi, sur décision du proviseur. Celui-ci, Louis Courtois, entend ainsi leur faire payer une séquestration dont il avait été l'objet le 13 avril.

Louis Courtois souligne dans les lettres de renvoi temporaire que « cette exclusion a le sens d'un ultime avertissement », qui, ajoute-t-il, s'il n'est pas respecté, entraînera immédiatement des poursuites à l'égard des dix exclus en vertu de l'une des lois les plus scélérates qui soient, la loi « anticasseurs ».

Cette précision indique clairement que ce proviseur répressif est sur la défensive, qu'il est isolé et ne bénéficie guère de soutien dans son établissement. Elèves et professeurs du lycée sont opposés à ces exclusions. Les enseignants devaient d'ailleurs tenir une assemblée générale lundi soir pour adopter une attitude commune : ou bien refouler les lycéens exclus ou au contraire les accepter en cours. Prenant les devants et pour essayer d'intimider et de faire pression sur les 70 professeurs du lycée, Louis Courtois déclarait lun-

sonnes étrangères à l'établissement.

Les menaces sont à peine voilées. Mais si le proviseur, après s'en être pris aux élèves, s'avise maintenant de sanctionner leurs professeurs, il est sûr que lycéens et enseignants renforçant leur solidarité lui donneront pour le moins du fil à retordre !

## Appel des coordinations des facs et lycées en grève de Montpellier à une rencontre régionale des facs et lycées en grève et en lutte le 28 avril à Montpellier

Le 29 avril sera dans le Languedoc-Roussillon une journée ville morte.

Le mouvement étudiant et lycéen en lutte pour l'abrogation des décrets Haby-Soisson pense qu'il a sa place dans cette journée et dans la manifestation qui se tiendra à Montpellier ce jour-là. Les facs de Montpellier et les lycées en lutte se proposent donc de se préparer à cette journée par cette rencontre régionale des lycéens-étudiants. Cette rencontre qui se tiendra à la fac de Sciences à partir de 9 heures du matin permettra un échange d'expériences de luttes et une participation massive de tous les étudiants et lycéens de la région à la manifestation du 29 à Montpellier.

Le matin se tiendront divers forums d'échanges d'expériences qui seront suivis l'après-midi par des discussions par thèmes (chômage, femmes, structures d'organisation, etc.)

Un meeting central fera le bilan des commissions.

Une soirée sera animée par des chanteurs occitans, troupes de théâtre, orchestres régionaux. Nourriture, logement, crèche seront assurés. Tous les facs et les lycées d'Occitanie sont invités à participer à cette journée.

Pour tout contact : Librairie la Brèche — tel. 72-95-37.

En Gironde

## 30 000 pieds de vignes sectionnés chez un cumulard

Pour les petits viticulteurs le poids de la crise viticole est tout aussi difficile à supporter en Gironde qu'il l'est dans le Midi. Témoins les actions qui sont menées contre les chais des négociants qui font pression sur les prix.

Un de ces spéculateurs vient de le sentir passer ces derniers temps : chez Monsieur Roland Dumas une trentaine de milliers de pieds de vigne viennent d'être coupés sur deux de ses exploitations, à St-Laurent d'Arce et à St-Martin-du-Bois.

Un des participants à cette action a pu nous apporter quelques précisions lors d'une discussion avec un groupe de viticulteurs sur les raisons qui l'ont motivée.

« Nous avons choisi ce négociant en vin pour deux raisons. D'abord il profi-

te — comme la plupart des négociants — du marasme, soit pour nous payer notre vin un prix ridiculement bas, bien en-dessous du prix de revient, soit même pour le laisser dans nos chais sans faire une offre, car il va se ravitailler ailleurs. Nous n'avons plus d'argent et ces gens s'enrichissent sur notre dos, et plus même s'emparent de nos propres outils : la terre.

« Ainsi M. Dumas est un cumulard et un accapareur de terres et de vignobles. Par le truchement de sociétés civiles, en utilisant même les services de la SAFER, il a acquis assez récemment un vignoble considérable, contournant les réglementations du cumul. Il contrôle la société "Les Grands vignobles de Bordeaux" qui est propriétaire de 693 hectares dont 350 hectares de

vignes implantées dans le Sauterne, les Gaves et le Médoc. Il faut y ajouter en plus les 70 hectares de vigne qu'il possède en propre dans le Cubzacais et le Bourgeais.





## FOYERS SONACOTRA EN GREVE

### Le mouvement de soutien s'étend après les expulsions

Après la nouvelle vague d'expulsions vendredi 16 avril, le PCF voit s'étendre le mouvement de solidarité et tente de le récupérer.

Il organise ses propres actions, pour soutenir non pas les grévistes, mais sa politique. A sa manifestation du 20 à St-Denis, il distribue des bulletins d'adhésion spécialement rédigés en arabe, et l'intervention centrale devant la mairie commence par «Fidèles au Programme commun...» et finit par : «... agir pour le changement politique de ce pays !

avec la Sonacotra un accord-bidon refusé par les grévistes, depuis que l'Humanité a titré *Victoire*, début décembre 75, la grève des foyers, c'est fini pour le PCF. Les grévistes ont déjà gagné, puisque c'est *L'Humanité* qui vous le dit !

Le PCF tente de diviser les grévistes et ceux qui les soutiennent.

Lundi 19 à IT-1 13 heu-

tes des foyers, dans tout cela ? Nulle part évidemment !

### Champigny

Après l'expulsion de deux délégués du foyer Sonacotra en grève, la CGT «s'indigne» en attaquant les grévistes et leur comité de soutien.

Elle déclare : «La CGT entend, comme à son habitude, être aux côtés des travailleurs en lutte, et c'est ce qu'elle fera en permettant aux travailleurs immigrés de s'exprimer librement et d'élire leurs représentants démocratiquement, en tenant compte des différentes nationalités au foyer de Champigny». Cela insinue que les délégués des grévistes ne sont pas représentatifs, car ils ne sont pas élus démocratiquement, et sont choisis selon leur nationalité. Ces calomnies visent-elles à diviser les Portugais et les Nord-Africains qui habitent le foyer, pour permettre à la CGT et au PCF de mettre en place des délégués télécommandés par le parti du Cunhal ?

La CGT ajoute : «Seules ces conditions réunies permettent aux travailleurs d'exprimer leurs revendications, en dehors de toutes visées aventuristes et provocatrices de certains groupuscules, permettant au pouvoir d'accentuer les méthodes de répression en développant le racisme». Conclusion de cette belle leçon de démocratie : c'est le comité de soutien qui empêche les grévistes de s'exprimer, et qui permet la répression. Autant dire que les gauchistes sont responsables des expulsions.

### QUAND LE PCF DÉNONCE UNE PROVOCATION

Des «anticommunistes» ont souillé la façade de la

## TRAVAILLEURS



mairie d'inscriptions injurieuses». Lesquelles ? FOYER SONACOTRA EN GREVE, SOLIDARITÉ et NON AU DIRECTEUR FASCISTE !

Ces messieurs de la mairie, se sentant injuriés, ils réglent leurs comptes électoraux en accusant publiquement le candidat PSU aux cantonales d'être à l'initiative de cette «provocation». D'ici à ce qu'ils portent plainte pour dégradation d'édifice public...

Après les deux premières expulsions, vendredi 9 mars au foyer Sonacotra de Champigny, les grévistes et le comité de soutien ont organisé le lendemain une manifestation du foyer à la mairie.

Le PCF, prévenu, a boycotté cette manifestation.

A la mairie, après une demi-heure de réflexion, un adjoint est venu jurer aux manifestants que la municipalité PCF allait faire quelque chose. En effet, les zélus ont fait sortir des caves pendant deux jours un panneau *Non aux expulsions* (inutile de préciser lesquelles !) qui avait déjà servi pour une campagne contre les coupures de gaz.

Après quoi, la Jeunesse «communiste» a recouvert soigneusement ses affiches, une grande inscription du comité de soutien «Foyers Sonacotra en grève solidarité».

## PÉKIN INFORMATION 1 an — 52 Nos — 21,00 F

Le numéro 16 de Pékin-Information vient de paraître.

Au sommaire : **UNE GRANDE VICTOIRE** : Editorial du Renmin Ribao sur la lutte en cours en Chine contre le déviationnisme de droite et sur les résolutions prises par le Comité central du Parti communiste chinois à la suite de l'incident contre-révolutionnaire survenu place Tien An-men à Pékin.

*A travers le pays, ferme soutien des militaires et des civils aux deux résolutions du Comité central du Parti.*

*Effacer la distinction entre socialisme et capitalisme est inadmissible.*

*L'industrie socialiste (1) : le système de propriété — visite d'un chantier naval.*

*Du Japon : «détente» illusoire et dure réalité. Etc.*

## informations générales

### Diffusez très largement notre numéro spécial étudiant

Un numéro spécial étudiant est paru en supplément au numéro 477 de «L'Humanité rouge». Sa diffusion commencée lors de la puissante manifestation des étudiants, lycéens et élèves de CET du 23 avril à Paris doit se poursuivre tant dans les facultés parisiennes que dans celles de province, ainsi que dans les IUT, grandes écoles, etc.

Ce numéro spécial, qui se présente sous la forme d'un recto-verso de même format que *La Faucille* spécial viticulteurs, comprend un éditorial, *Poursuivre et intensifier la lutte, dénoncer et balayer les traîtres*, exposant l'analyse globale que les marxistes-léninistes font de l'actuel mouvement pour l'abrogation de la réforme Soisson et débouchant sur *6 propositions des marxistes-léninistes*, ainsi qu'un certain nombre d'articles parmi lesquels : *La réforme, c'est aussi la mise au chômage de 3 000 enseignants vacataires*

*des facultés et IUT* ; un texte des étudiants en grève de 6 facultés parisiennes que nous publions sous le titre

*Un courant antirévionniste et antitrotskyste ; Coordination nationale étudiante de Toulouse : lutte entre 2 lignes dans le mouvement étudiant ; Les ouvriers des Câbles de Lyon saluent la lutte des étudiants ; Mao Tsé-toung et les intellectuels : les jeunes révolutionnaires doivent se lier aux ouvriers et aux paysans, etc.*

Ce numéro spécial étudiant doit être diffusé TRES MASSIVEMENT en invitant les étudiants à qui on le diffuse à verser 0,50 F à titre de soutien.

Camarades, ce numéro est disponible à *L'Humanité-Rouge*. Passez rapidement l'y prendre ou envoyez sans tarder vos commandes.

EN AVANT POUR UNE LARGE DIFFUSION DU SPÉCIAL-ÉTUDIANT !

### Conférence à Strasbourg de l'AMFP le 29 avril

La section locale de Strasbourg de l'Association médicale franco-palestinienne organise dans cette ville une conférence le jeudi 29 avril à 20 heures à l'aumônerie protestante de Strasbourg, 7, avenue de la Forêt noire.

Elle sera animée par le professeur Larivière, professeur à la faculté de médecine

de Paris et secrétaire général de l'AMFP qui parlera des conditions sanitaires dans les camps et de l'action du «Croissant rouge» palestinien.

La projection du film «Les Palestiniens au Liban» est prévue également.

Habitants de Strasbourg et de la région, venez nombreux !

### UNE NOUVELLE AFFICHETTE EST PARUE

**L'Humanité rouge**

75881 Paris boîte 19 CCF 302202 La Seine

## NUMERO SPECIAL 1er MAI

- Interview du directeur politique de l'Humanité Rouge, Jacques Jurquet
- Les luttes ouvrières et populaires depuis 68
- La classe ouvrière dans les pays capitalistes
- La classe ouvrière en URSS et aux USA
- Le nouveau visage du monde (l'édification socialiste dans les pays de dictature du prolétariat)
- Ce que fut réellement le Front populaire
- Les 1er mai qui ont marqué le mouvement ouvrier

Camarades, vérifiez que cette affichette — qui a été remise aux NMPP le lundi 26 avril — est bien affichée dans tous les kiosques qui diffusent le journal.

### LE PCF SOUTIENT LES IMMIGRÉS



Largement annoncée la veille par la télé, cette manifestation a regroupé seulement quelques centaines de personnes, dont beaucoup de zélus PCF ; et non 5 000, comme l'annonce *L'Humanité* du 21. Les grévistes des foyers étaient quasiment absents : ils ont compris par l'expérience que le PCF est un ennemi de leur combat.

Le PCF boycotte systématiquement le Comité de coordination national des 52 foyers en grève. Comme la Sonacotra, il refuse de reconnaître l'organisation que les grévistes se sont donnés. Il n'a soutenu aucune action du Comité de coordination, pas plus qu'il ne soutient sa grande manifestation du samedi 24 à Barbès. Il fait crier «Ponia, démission !» mais rien sur les revendications des grévistes, qui exigent que la Sonacotra ouvre des négociations sur la base de leur plate-forme.

Depuis que l'UD-CGT de Seine-St-Denis a négocié

un pont de PCF répondant à un journaliste, a déclaré qu'il y avait des «gauchistes» parmi les expulsés, et il a mis en garde contre les «agissements aventuristes» !

Par ailleurs le PCF et la CGT font un grand battage autour d'un gréviste arrêté vendredi, Moussa Konaté, militant CGT des wagons-lits. Bioton, maire de Pierrefitte, a déclaré que cette arrestation était inexplicable, que Konaté était un «élément modérateur» qui avait cherché à négocier avec la Sonacotra, qu'il avait démissionné de son mandat de délégué des grévistes, etc. (voir *Le Monde*, 20.4). La CGT appelle ainsi jeudi 24 à une manifestation qui a notamment pour but de «protéger contre l'arrestation et l'expulsion arbitraire de Moussa Konaté et contre les multiples atteintes aux libertés chez Citroën et dans les entreprises de la région parisienne». Où sont les revendications des grévistes

### Lu dans le bulletin d'avril de la CFDT-Métaux de Paris

On peut lire dans le bulletin quelques conseils à l'intention des syndiqués des sections et UL pour soutenir activement les frères immigrés en grève des foyers Sonacotra :

« — éviter par nos initiatives de laisser les résidents isolés dans les foyers ;

» — vérifier en section syndicale si dans nos entreprises, il y a des camarades logés dans des foyers en grève, organiser avec eux le soutien dans les entreprises ;

» — par notre présence dans les UL susciter ou participer activement au soutien de la lutte des foyers de la localité.»



# l'Humanité Rouge

document

## Meeting anniversaire samedi dernier à la mutualité

# Vive le Kampuchéa démocratique

2 000 personnes étaient rassemblées pour commémorer la victoire du 17 avril au Kampuchéa (nouveau nom officiel du Cambodge). Le 17 avril 1975, les forces armées révolutionnaires libéraient Phnom-Penh, dernier refuge de l'état-major américain et des traîtres à leur solde. Depuis, l'héroïque peuple du Kampuchéa, sous la direction clairvoyante de son organisation révolutionnaire, est entré dans une nouvelle étape de sa révolution pour la reconstruction du pays, l'édification et la consolidation du nouveau pouvoir populaire où les paysans et les ouvriers sont les maîtres. Mais les ennemis d'hier n'ont pas désarmé ; chassés par le peuple en armes, interdits de séjour dans le nouveau Kampuchéa, tous les journalistes, espions, escrocs et capitalistes étrangers à la solde de l'impérialisme se désespèrent de ne plus pouvoir impunément piller, exploiter, trafiquer et comploter au Kampuchéa. Tous ceux qui pendant la guerre se faisaient les défenseurs de l'agression américaine ou ignoraient le GRUNK, seul représentant légitime du peuple khmer, comme les sociaux-impérialistes d'URSS, tentent d'orchestrer aujourd'hui une campagne de calomnies et de mensonges crapuleux sur la situation au Kampuchéa. L'imagination réactionnaire des «journalis-

tes» vendus à l'impérialisme n'a pas de bornes, les mensonges sont d'autant plus gros qu'ils n'ont pas remis les pieds au Kampuchéa depuis la libération. Toute la propagande sur la situation catastrophique et les prétendus «massacres» au Kampuchéa ne sont pas pour nous étonner. Tous ces réactionnaires ne peuvent tolérer que le peuple khmer qu'ils traitaient en esclave soit aujourd'hui maître de son pays et impose une conception de la démocratie et de l'indépendance qui contrecarre leurs projets impérialistes. Déjà dans le passé les mêmes campagnes, les mêmes tentatives d'isolement furent organisées pendant des années contre la République populaire de Chine par exemple. Mais la réalité et la vérité finissent toujours par s'imposer, il en ira de même pour le Kampuchéa. Comme le demandait le président du comité du FUNK (Front uni national du Kampuchéa) en France, le peuple khmer, son organisation révolutionnaire et le gouvernement du Kampuchéa peuvent être assurés du modeste soutien de notre quotidien, du soutien et de l'amitié du peuple de France dans cette nouvelle bataille contre l'impérialisme et la réaction.

### Extraits de l'intervention du président du comité du FUNK en France

Le 17 avril 1975 est pour notre héroïque peuple du Kampuchéa une victoire grandiose de portée plus grande que celle de la prestigieuse époque d'Angkor. En effet, notre peuple, peuple d'un petit pays à la population peu nombreuse, mais déterminée à mener la lutte sans esprit de compromis ni de négociation, sans esprit de recul, et suivant invariablement avec résolution la ligne d'indépendance et de souveraineté, consistant à être maître de sa destinée et de compter sur ses propres forces, a vaincu l'ennemi qui est l'impérialisme américain...

C'est ainsi que face à la tragique situation que nous a imposée l'impérialisme américain qui a fomenté le coup d'état du 18 mars 1970 renversant ainsi le Kampuchéa indépendant, neutre et non-aligné, le peuple du Kampuchéa, pauvre et manquant de tout, mais animé du plus ardent patriotisme et sous la juste et clairvoyante direction de son Organisation révolutionnaire, s'est dressé comme un seul homme, déclencha une lutte insurrectionnelle sur l'ensemble du pays, faisant s'écrouler par pans entiers les forces vives ennemies, mettant en branle le régime des traîtres...

A partir de la fin du mois de janvier 1973, l'impérialisme américain a mobilisé tous ses avions dans le Sud-Est asiatique et

dans le Pacifique, B.52 et F.111 compris, et les a envoyés bombarder le seul Kampuchéa dans le noir dessein de rayer en 72 heures la lutte de libération nationale et populaire du peuple du Kampuchéa. Il ne l'avait pas pu. Il déclencha alors avec frénésie, pendant 200 jours et 200 nuits, des sauvages bombardements de génocide les plus barbares sur la prestigieuse terre d'Angkor...

Après avoir libéré plus de 90 % du territoire national et réuni en sa faveur toutes les conditions pour une victoire finale, notre peuple et ses forces armées révolutionnaires, sous la direction de l'Organisation révolutionnaire du Kampuchéa, ont déclenché, le 1er janvier 1975 à 0 heure, sur l'ensemble du pays, l'attaque généralisée dont le Mékong fut le principal front, Phnom-Penh étant un front important et un certain nombre de chefs-lieux de province constituant les fronts secondaires. Cette phase finale qui a duré 107 jours et 107 nuits a été clôturée par la glorieuse et historique victoire du 17 avril 1975...

En tant que maître du pays et de sa destinée, notre peuple, avec vaillance, osant endurer toutes les difficultés et consentir tous les sacrifices, en biens et en sentiments, mobilisant toutes ses forces morales et physiques, sans considération de jour ni de nuit, se lance impétueusement dans la lutte sur tous les fronts de relèvement de l'économie, de la réparation des voies de com-



Le président du comité du FUNK en France et l'interprète. Derrière eux le nouveau drapeau national du Kampuchéa.

munication comme dans celui de la production...

Digues, diguettes, canaux, barrages quadrillent à perte de vue nos plaines et nos montagnes. Partout, des chantiers où travaillent avec ardeur des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs, s'attaquent à résoudre totalement le problème de l'eau. L'abondante récolte de riz qui vient d'être rentrée est d'ores et déjà excédentaire.

### LE DRAPEAU NATIONAL DU KAMPUCHÉA

Le fond est rouge. Au centre, figure le dessin d'un monument à trois tours, de couleur jaune.

Le fond rouge symbolise le mouvement révolutionnaire, la lutte résolue et vaillante du peuple du Kampuchéa pour la libération, la défense et l'édification nationales.

Le monument de couleur jaune symbolise la tradition nationale et le peuple du Kampuchéa qui défend et bâtit un pays chaque jour plus glorieux.

Le calme et la sécurité règnent totalement sur tout le territoire du Kampuchéa. Le pouvoir populaire se développe et se renforce constamment...

Le 20 mars 1976, notre peuple, pour la première fois dans son histoire, en tant que maître du pays et de son destin, a choisi ses authentiques représentants pour siéger

à l'Assemblée des représentants du peuple du Kampuchéa...

La glorieuse victoire du 17 avril 1975, tout comme les retentissantes victoires remportées successivement dans les fronts de l'édification et de défense du pays, trouve sa justification dans la direction clairvoyante et juste de l'Organisation révolutionnaire du Kampuchéa, la constante et invariable application de la ligne d'indépendance et de souveraineté de compter sur ses propres forces et dans les sacrifices les plus grands consentis par notre peuple...

Notre peuple est convaincu que dans ses tâches de relèvement et de défense du pays, dans la nouvelle étape de sa révolution, il continuera à bénéficier du soutien actif et de l'aide précieuse de tous les peuples et pays épris de paix, de liberté et de justice dans le monde...

Le Kampuchéa, qui se place résolument dans la grande famille des pays non-alignés, déploie et déploiera tous ses efforts pour développer la solidarité avec le tiers monde, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, et avec tous les peuples épris de paix et de justice dans le monde, et pour promouvoir l'aide et le soutien mutuels actifs dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, pour l'indépendance, la paix, l'amitié, la démocratie, la justice et le progrès véritables dans le monde.

*Vive la grandiose victoire du 17 avril de l'héroïque peuple du Kampuchéa !*

*Vive la solidarité et l'amitié entre le peuple du Kampuchéa et les peuples épris de paix, de liberté et de justice dans le monde !*



Pendant la partie artistique du meeting, scènes de la vie quotidienne au Kampuchéa : la construction du réseau d'irrigation.